

## **Histoire contemporaine du monde arabe**

M. Henry LAURENS, professeur

### **COURS. LA QUESTION DE PALESTINE 1996-2000**

Pour la dixième année consécutive, le cours est consacré à la question de Palestine, c'est-à-dire à la manière dont le conflit entre Israël et la Palestine est intégré à un ensemble complexe de relations entre les puissances régionales et internationales<sup>a</sup>. Il trace chronologiquement le déroulement de cinq années (1996-2000) soit l'intervalle qui sépare la période entre les accords Oslo II et Camp David II. La période traitée relève de l'histoire immédiate, ce qui implique des techniques particulières d'approches puisque nombre d'informations sont encore indisponibles. Ce cours s'appuie sur les ressources de presse de l'époque. La collecte d'informations est en outre facilitée avec l'essor contemporain d'Internet. Il reste aussi la documentation plus classique : écrits mémorialistes, controverses, enquêtes des journalistes d'investigation, enfin la littérature des sciences sociales.

Dans la perspective qui nous intéresse ici, la focale est mise essentiellement sur l'histoire politique et diplomatique. Le simple travail consistant à reconstituer l'enchaînement chronologique des événements est absolument considérable, d'autant plus que la mémoire de chacun a tendance à confondre les événements à quelques mois de distance. Ces enchaînements chronologiques sont ainsi primordiaux pour comprendre la logique des événements. Il s'agit avant tout de l'histoire « à l'ancienne », qui se fait autant annalistique qu'analytique. Le cours offre ainsi à d'autres générations d'historiens la possibilité d'approfondir des thématiques plus particulières de cette histoire politique et diplomatique israélo-arabe.

### **Contexte régional et international**

L'espace temporel couvert par ce cours a été dense particulièrement en termes d'affaires, qui n'ont pas été sans répercussions sur les négociations bilatérales et multilatérales : des crises internationales comme la crise irakienne, la guerre du

---

a. Le cours est disponible en audio sur le site internet du Collège de France : <http://www.college-de-france.fr/site/henry-laurens/course-2013-2014.htm> [NdÉ].

Kosovo ; des scandales et affaires politiques impliquant les hommes politiques en négociation, comme l'affaire de Monica Lewinsky, ou encore le scandale de Bibigate autour du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, ou encore les scandales avec le Mossad, dont notamment l'affaire de l'empoisonnement de Khâlid Mish'al, le chef politique du Hamas à l'extérieur. Nous assistons aussi à des jeux de concurrence et de compétition entre les puissances occidentales, visibles sur le conflit israélo-arabe entre la France de Jacques Chirac et les États-Unis de Bill Clinton. Ce sont aussi les compétitions et les différences de positions internes qui modifient l'attitude des États dans les négociations, par exemple autour des divergences du président français Jacques Chirac et de son premier ministre Lionel Jospin lors de leurs visites simultanées dans les territoires occupés.

Une constante peut être observable : les négociations sont influencées en grande partie par les relations interpersonnelles, et dans ce cadre la relève d'élites affecte énormément l'avancement de ces dossiers. Or cette période a connu un nombre de changements aux sommets des États concernés. En Israël, ce cours a été inauguré par le passage au pouvoir de Benjamin Netanyahu, issu du parti Likoud, après la défaite du travailliste Shimon Pérès. Des élections anticipées ont été organisées par la suite, permettant un retour des travaillistes au pouvoir et l'élection d'Ehoud Barak. Du côté arabe disparaissent nombre de chefs d'État arabes aux positions divergentes quant aux Israéliens : le roi de Jordanie, l'« ami des Israélien », Hussein décédé en 1999, puis en 2000 le président syrien Hafez al-Assad et le roi du Maroc, Hassan II.

### Négociations israélo-palestiniennes

Plusieurs constantes dominent les négociations israélo-palestiniennes et qui sont déterminantes pour leur déroulement. Il faut d'emblée mettre en avant la centralité de la question palestinienne dans le conflit israélo-arabe, la plus difficile à résoudre parce qu'elle comprend plusieurs dimensions existentielles pour les deux parties (Jérusalem, les lieux saints, les réfugiés, les colonies, les territoires), mais seul son règlement doit permettre d'assurer une paix régionale durable. La préoccupation israélienne est d'obtenir, une fois le règlement final obtenu, la fin de toute autre revendication arabe, l'absence de menaces sécuritaires venant de l'entité palestinienne et une position suffisamment forte pour pouvoir faire face à toute coalition régionale arabe ou islamique contre l'État hébreu.

Si, dans les deux peuples, bien des gens aspirent à la paix, la majorité met en avant prioritairement la défense des droits : pour les Palestiniens, la terre compte avant tout et pour les Israéliens, c'est la sécurité. Ici réside la difficulté de trouver une solution politique qui puisse satisfaire tout le monde, d'autant plus que le temps n'est plus pour les ambiguïtés « constructives » qui ont permis de faire émerger un processus de paix depuis un tiers de siècle. Ainsi, l'expérience palestinienne est là depuis des décennies pour comprendre ce qu'est la souveraineté et la multiplicité des statuts juridiques. Le pinaillage sur les textes est une douloureuse leçon enseignée par une expérience historique, particulièrement ravivée depuis Oslo. À ces difficultés s'ajoute l'ambiguïté de la position américaine : depuis 1967, les Américains exigent des Palestiniens l'acceptation de la résolution 242 sans interdire aux Israéliens d'en rendre impossible l'application sur le terrain, du fait de l'annexion de Jérusalem-Est ou du Golan et de la colonisation des territoires occupés. Certes, Washington avait

régulièrement voté « oui » ou s'était abstenu lors des nombreuses résolutions du Conseil de sécurité considérant comme « nulles et non avenues » les mesures israéliennes, mais en pratique l'érosion de la politique américaine avait été constante. La colonisation était ainsi passée d'« obstacles à la paix » à l'époque de George Bush et de James Baker à « facteur de complication » sous Clinton. Son administration a systématiquement sous-estimé ce dit « facteur ».

L'équipe de négociation américaine raisonne comme s'il s'agissait d'un conflit économique ou social. Autrement dit, l'administration Clinton accepte dès le départ tous les présupposés israéliens en matière de légalité des annexions israéliennes, dont il faut seulement limiter l'ampleur. Le problème est que les Palestiniens s'accrochent désespérément à la légalité internationale définie par les résolutions de l'ONU et par le droit à l'autodétermination. Ils ont la conviction que tout abandon de ces bases entraînerait inévitablement de nouvelles pertes de territoires.

### **L'arrivée de Netanyahou au pouvoir**

Le cours est inauguré par l'arrivée de Benjamin Netanyahou, qui est élu grâce à l'instauration d'un nouveau mécanisme électoral. Une inquiétude règne dans la communauté internationale. Arafat est presque en état de choc. Le nouveau gouvernement israélien n'est formé que le 16 juin 1996, suite à des négociations laborieuses entre les partis israéliens afin d'arriver à former un gouvernement d'union nationale. Afin de parvenir à un tel résultat, le Likoud a présenté à ses éventuels partenaires un programme basé sur « trois non » : non à un État palestinien, non à toute concession sur le plateau du Golan, non à la division de Jérusalem. Parmi les premières décisions prises par le nouveau gouvernement se trouve la création d'un conseil de la sécurité nationale afin de coordonner les différents acteurs de la politique étrangère, ayant clairement pour but de retirer du pouvoir au nouveau ministre des affaires étrangères, David Lévy. On peut ainsi observer les jeux de compétition au sein des élites gouvernantes, avec une centralité réaffirmée de la question sécuritaire.

L'arrivée de Netanyahou au pouvoir mobilise les pays arabes qui se réunissent au Caire les 22 et 23 juin 1996 mais ne parviennent pas à se mettre d'accord : la Syrie et la Jordanie se divisent autour des accords de paix (la Jordanie ayant déjà signé un accord unilatéral avec les israéliens), l'Irak est exclu des invitations, etc. Le sommet donne à voir un communiqué final qui illustre la conception des pays arabes de la paix, celle du retrait d'Israël, y compris de Jérusalem, le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, le retrait du Golan sur les lignes du 4 juin 1967, la cessation de la colonisation, c'est-à-dire l'échange de la terre contre la paix et en application des résolutions de l'ONU 242, 338 et 425.

L'arrivée de Netanyahou marque un froid dans les relations entre les chefs d'États américain et israélien : Netanyahou accuse Clinton d'avoir soutenu Pères pendant les élections, et Clinton Netanyahou d'intriguer avec la droite américaine pour ruiner la diplomatie américaine au Moyen-Orient. Toutefois, Clinton ne peut pas se permettre une opposition frontale avec le Premier ministre israélien étant donné qu'il fait campagne pour sa réélection. Lors de la première visite de Netanyahou aux États Unis, le 9 juillet 1996, Clinton présente sa vision concernant le conflit israélo-arabe. Il souligne l'impossibilité d'une paix avec la Syrie du fait du refus israélien de céder sur le Golan, la nécessité de rétablir Yasser Arafat en position de partenaire et, finalement, il compte sur le président égyptien, Hosni Moubarak, pour unifier les

Arabes sur une position en faveur de la paix. Quant à Netanyahou, il tente de se démarquer des extrémistes comme Ariel Sharon qui veut créer des colonies partout en Cisjordanie (celui-ci avait été confirmé, début juillet 1996, ministre de la colonisation des territoires). Sur le volet libanais, il montre son intention d'ouvrir une négociation sur le retrait du Liban-Sud sans tenir compte du sort de l'armée du Liban-Sud, à la condition que la Syrie désarme le Hezbollah. L'on retrouve encore une fois la constance de l'enchevêtrement entre les dossiers syrien et libanais. Quant à la question de colonisation des territoires occupés, Netanyahou rappelle que, sous le gouvernement travailliste, les colonies étaient passés de 96 000 à 145 000 ; dans ce sens, il indique que « personne ne s'attend à ce que nous fassions moins que le gouvernement travailliste ». Quant à l'Autorité palestinienne, il indique qu'il serait prêt à respecter les accords passés, mais exige la renégociation d'une partie d'entre eux, dont celui non appliqué sur Hébron. Par ailleurs, la stratégie de Netanyahou est de négocier exclusivement avec les Américains – à charge pour ces derniers de l'imposer. Les négociateurs américains doivent donc prendre en compte les exigences israéliennes et la limite de l'acceptable pour les Palestiniens.

Toutefois, les négociations pour la paix sont affectées par les conflits internes au sein de l'équipe israélienne et par l'appréciation même de Netanyahou : il n'a pas la confiance de l'appareil militaro-sécuritaire, défiance renforcée par le programme de réduction budgétaire qu'il lance à son arrivée.

### **Début des négociations**

Suite à l'arrivée de Netanyahou au pouvoir, un canal de communication est créé pour la reprise des négociations. Par le biais de Larsen, Dore Gold rencontre Arafat le 19 juillet 1996. Pendant cette réunion, les deux parties échangent les listes de violations des accords conclus. Les premières revendications israéliennes sont l'abrogation formelle des clauses litigieuses de la charte nationale palestinienne. Pour les négociateurs palestiniens, les revendications israéliennes n'ont pas grand sens puisque il s'agit d'un document historique qui n'a pas de portée opératoire. La conférence de presse entre Yasser Arafat et David Lévy, le 23 janvier 1996, prend une importance symbolique avec l'annonce de reprise des négociations. Une constante se dessine également à travers l'entrecouplement de périodes de négociations par des moments de violences qui mettent en cause les tentatives de normalisation. Les négociations ne reprennent qu'en octobre 1996 à Erez. Entretemps, une séquence de violences s'était installée en conséquence de l'« affaire du tunnel ». Deux nouveautés apparaissent : la diffusion des troubles grâce aux nouvelles chaînes satellitaires arabes notamment al-Jazeera, et le ralliement de la police palestinienne aux manifestants. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1073 qui rappelle les résolutions précédentes. Par ailleurs, un sommet est tenu à l'invitation du président américain Bill Clinton du 30 septembre au 2 octobre 1996 : la seule décision positive est celle de la reprise des négociations sur le redéploiement de Hébron.

### **Accord sur le redéploiement de Hébron**

Dès le 6 octobre 1996, les discussions commencent à Erez sur la redéfinition de l'accord concernant le redéploiement d'Hébron en présence de Dennis Ross. En parallèle s'établit une négociation secrète entre Abou Mazen et Amon Shalak, le chef d'état-major de l'armée israélienne. Durant ces négociations, la question essentielle

est de savoir si, comme les Palestiniens le comprennent, le partage de Hébron en H1 et H2 correspond au clivage zone A/zone B ou si les Israéliens conservent un droit de poursuite en zone sous contrôle arabe, et si les policiers arabes n'auront droit qu'à des pistolets et non à des fusils. Il s'instaure une négociation difficile qui dure sept mois et l'accord sur Hébron n'est finalement paraphé à Erez que la nuit du 14 au 15 janvier 1997. Il est ensuite approuvé par le Conseil des ministres israéliens par 11 voix contre 7 puis ratifié par la Knesset par 87 voix (avec les votes travaillistes et arabes) contre 17, le 16 janvier 1997. Cet accord n'est en fait qu'une renégociation d'un accord déjà conclu ainsi que l'engagement de respecter les accords précédents. Le premier élément concernant cet accord est le protocole pour la mise en œuvre du redéploiement à Hébron. On conserve la division de la ville en deux secteurs, H-1 pour celle qui passe sous responsabilité palestinienne et H-2 sous contrôle israélien. Les arrangements de sécurité sont très détaillés. La « présence internationale temporaire » à Hébron est rétablie.

Arafat et Netanyahu, dès le 15 janvier 1997, ont réaffirmé leur engagement à appliquer l'accord intérimaire sur la base de la réciprocité. On évoque la première phase du redéploiement pour le mois de mars, rien n'est indiqué pour le suivant. On rappelle le début des négociations sur le statut permanent dans les deux mois suivant la mise en œuvre du protocole. Les Palestiniens s'engagent à activer le processus de révision de la Charte nationale palestinienne et à combattre le terrorisme et la violence.

Un ensemble de documents échangés entre américains, israéliens et palestiniens précise la position finale de Christopher : il y affirme la nécessité, pour l'Autorité, de faire respecter l'ordre en Cisjordanie et sur la bande de Gaza, ce qui fait du testament politique de Christopher un quasi-alignement sur les positions d'Israël, qui sera pratiquement libre de définir l'ampleur et la date des redéploiements. La communauté internationale, ou en tout cas, ce qui en tient lieu, se félicite de la conversion de Netanyahu au processus de paix. En fait, le véritable vainqueur est Netanyahu qui, simplement en renouvelant un engagement de ses prédécesseurs, a la conviction de s'être assuré le contrôle définitif de l'essentiel de la Cisjordanie.

Sans illusion, Arafat présente à son public l'accord sur Hébron comme une victoire, mais il a perdu la foi dans la seule voie des négociations. L'opposition palestinienne évoque une nouvelle capitulation. La Syrie et le Liban insistent sur le dangereux précédent de devoir renégocier des accords conclus. L'accord est appliqué dès le 17 janvier 1997, sous l'intitulé « opération de remise des clés ». Le 19 janvier, Arafat est reçu à Hébron dans une atmosphère de liesse populaire.

Les négociations concernent par la suite l'application de l'accord intérim concernant l'étendue des trois redéploiements en Cisjordanie, le port et l'aéroport de Gaza, ainsi que le passage assuré entre Gaza et la Cisjordanie, interrompu suite à la construction de nouvelles colonies. Cette manœuvre semble clairement être une diversion de la part de Netanyahu qui se trouve face au scandale de Bibigat. Le lancement des travaux n'est pas sans provoquer des attentats et des heurts, qui prennent l'aspect d'une petite intifada à Bethléem.

## **Discussions de Wye River**

Les négociations portent alors sur l'étendue des redéploiements en Cisjordanie, et du pourcentage de territoire accordé aux Palestiniens. Lors de l'accord intérimaire, les Palestiniens avaient compris qu'à l'issue du troisième redéploiement ils auraient

environ 90 % de la Cisjordanie. Les travaillistes avaient probablement à l'esprit la moitié de la Cisjordanie tandis que le gouvernement de Netanyahou n'était prêt au mieux qu'à quelques pour cent.

Le 17 décembre 1997, les Palestiniens rédigent un mémorandum d'accord (*memorandum of understanding*) avec les Israéliens sous les auspices de la CIA. Ils cèdent sur tout en matière sécuritaire. À plusieurs reprises, la réciprocité est indiquée, c'est-à-dire qu'Israël s'engage à mettre fin aux activités illégales et terroristes de ses propres citoyens.

Des rencontres sont ainsi prévues en janvier 1998 à Washington. Mais à moins d'une semaine des entretiens de Washington, le gouvernement israélien définit ses « intérêts vitaux et nationaux en Judée-Samarie » destinés à servir de base aux accords intérimaires et définitifs. Sans définir une carte, ils couvrent entre la moitié et les deux tiers de la Cisjordanie. Par ailleurs, il multiplie les exigences sécuritaires et demande de mettre fin à la propagande anti-israélienne (comme dire que Jérusalem est une ville palestinienne). Comme le résume l'un des conseillers d'Arafat, si ce dernier entonnait l'hymne du Likoud, ce serait considéré comme insuffisant... Réagissant à cette attitude, le chef de l'Autorité palestinienne fait savoir que tout est possible en cas d'échec du processus de paix, y compris une nouvelle Intifada. Il faut noter que les rencontres séparées de Washington de janvier 1998 sont affectées par l'éclatement de l'affaire Monica Lewinsky révélée le 21 janvier 1998. Les Palestiniens ont multipliés les concessions : par exemple, lors des conférences de Washington, ils fournissent une nouvelle lettre affirmant l'annulation de toutes les clauses de la Charte nationale palestinienne contraire aux accords d'Oslo, mais cela ne suffit pas à Netanyahou qui continue d'exiger un vote aux deux tiers du CNP.

Les discussions entrent dans une impasse totale. Au cours de la conférence de Londres, sous les auspices de Tony Blair, le 4 mai 1998, qui réunit Madeleine Albright avec Arafat et Netanyahou, la secrétaire d'Etat américaine se montre déjà pessimiste : pour elle rien ne permet croire à un rapprochement des positions entre les deux parties, notamment autour de la question du pourcentage de redéploiement en Cisjordanie. Netanyahou se montre prêt à céder jusqu'à 12 %, voire tente à plusieurs reprises d'obtenir une victoire symbolique de 12,5. La commémoration du cinquantenaire de la Nakba, le 14 mai 1998, ne se passe pas sans heurts. Les manifestations s'étendent à l'ensemble des territoires occupés et à Jérusalem-Est. Les deux grands mots d'ordre sont la constitution d'un État palestinien et le droit au retour des réfugiés dans leurs terres d'origine.

Une rencontre est organisée le 28 septembre 1998 par Clinton, réunissant Arafat et Netanyahou, permettant ainsi à Clinton d'annoncer un sommet tripartite à la mi-octobre. Les négociateurs américains envoyés au Proche-Orient pour la préparation du sommet exercent les plus fortes pressions, exigeant pratiquement que l'on cède à toutes les demandes israéliennes en matière de sécurité. Dahlan se révolte, ne voulant pas apparaître comme un collaborateur d'Israël, et Ross n'accepte que des changements de formulation et non de substance. Il lui faut obtenir les garanties de sécurité afin de conduire Netanyahou à accepter le redéploiement. Finalement, George Tenet, responsable de la CIA, est envoyé discuter avec les responsables palestiniens le contenu de l'accord de sécurité. Les intéressés tergiversent, ne voulant rien mettre par écrit avant l'ouverture du sommet. On se met ainsi d'accord sur un texte « oral » ensuite communiqué aux responsables israéliens de la sécurité qui semblent vouloir l'accepter.

Le centre de conférence de Wye River dans le Maryland est finalement choisi, ainsi que la date du 15 octobre 1998. À quelques jours de la conférence, Netanyahu désigne comme ministre des Affaires étrangères, Ariel Sharon. Il apaise les craintes de la droite de sa coalition gouvernementale. Deux israéliens sont tués à peu de jours du sommet : le Premier ministre israélien menace de ne pas conclure si les Palestiniens n'acceptent pas les exigences sécuritaires israéliennes. Les Palestiniens répondent qu'il faut de la réciprocité et que les responsables israéliens d'assassinats de Palestiniens doivent leur être livrés.

Le sommet se déroule pendant une semaine à Wye River : toute la dramaturgie de ce sommet doit conduire à l'acceptation d'un accord. Mais, lors du troisième jour, les Israéliens exigent l'arrestation de trente noms, un contrôle de la liste des prisonniers palestiniens à libérer, l'élimination des armes « illégales », sous supervision américaine, et une réduction des effectifs des services de sécurité palestiniens. Ces requêtes sont inacceptables pour l'autre partie et la rédaction du texte écrit se trouve bloquée en dépit de l'arrivée de George Tenet chargé de trouver une solution. En bonne diplomatie, les Palestiniens sont prêts à céder sur la substance, mais non sur la forme, afin de ne pas apparaître comme des supplétifs d'Israël, et inversement Netanyahu veut une victoire symbolique montrant qu'il a obtenu bien plus que les travaillistes en matière de sécurité. Les Américains, assurés de la substance, comptent obtenir suffisamment de Netanyahu en matière d'engagements territoriaux (transfert de la zone B à la zone A) pour conduire ensuite les Palestiniens à céder plus sur la forme. Le sommet est entrecoupé, pendant son cinquième jour, par un attentat à la grenade à Birshebaa blessant 67 israéliens dont plus d'une vingtaine de soldats. Le jeudi 22 octobre, Clinton est décidé à en finir. La séance commence à 10 h 30 et durera 21 heures. La question de l'aéroport de Rafah dans la bande de Gaza est d'abord réglée. Les Américains règlent ensuite la question des effectifs de la police palestinienne. Ils seront réduits à 30 000 hommes et la CIA se chargera de leur formation. Il y aura l'ouverture d'une voie de passage entre Gaza et Hébron. Une solution élégante est trouvée pour le CNP : le plus grand nombre possible de personnalités palestiniennes sera réuni à Gaza en présence de Bill Clinton et ils voteront à main levée les résolutions que l'on proposera. Sur le troisième redéploiement, une formule astucieuse est trouvée : « une commission sera établie pour étudier la troisième phase et sa relation avec le statut permanent » : pour les Palestiniens, cela veut dire que ce point est séparé du règlement final et pour l'autre partie l'inverse...

À 17 h, le processus se bloque sur le problème de la libération des prisonniers palestiniens. Netanyahu n'envisage que des fins de peine et des droits communs. Arafat voudrait 1000 libérations de prisonniers, Netanyahu n'accepte que 500. Finalement, Clinton obtient de Netanyahu la libération de 750 prisonniers dont 340 seraient des politiques. Il reste à finaliser l'ensemble du document.

Un mémorandum est signé à la Maison Blanche : il se présente comme un ensemble de mesures pour faciliter l'application des accords précédents. Implicitement, le principe devient « territoire contre la sécurité ». Le mémorandum inclut des interprétations contradictoires concernant la mise hors la loi de « toute organisation à caractère militaire, terroriste ou violent » : l'Autorité peut ainsi limiter la répression à l'aile militaire du Hamas tout en maintenant l'aile civile ; « militaire » définit les actes contre les soldats, « terroriste » contre les civils, « violent » est un terme vague qui peut s'étendre aux formes de désobéissance civile n'ayant pas recours aux armes à feu comme durant l'Intifada (on peut ainsi qualifier les jets de pierres).

Les deux parties s'engagent à une coopération bilatérale complète en matière de sécurité : continue, intensive et globale. Une commission américano-israélo-palestinienne de haut niveau se réunira au moins une fois toutes les deux semaines pour évaluer les informations et les coopérations. La partie palestinienne fournira la liste de ses policiers. Tout en affirmant la validité des dispositions précédentes, le mémorandum indique qu'il sera mis en œuvre dans le respect des normes internationalement acceptées à propos des droits de l'homme et de l'État de droit. En matière économique, on s'engage à établir promptement un « parc industriel » à Gaza, à ouvrir l'aéroport international de Gaza, à reprendre la négociation pour les passages garantis entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, la construction du port de Gaza.

À la suite de ce mémorandum, la reprise des négociations sur le statut final est annoncée, qui engage les deux parties à parvenir à conclure un accord pour le 4 mai 1999. La dernière clause concerne ainsi les mesures unilatérales : « les deux parties s'engagent à ne pas prendre de mesures qui changeraient la situation en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza, conformément à l'Accord intérimaire ». Pour les Palestiniens, cela concerne la continuation de la colonisation, pour les Israéliens la proclamation d'un État palestinien. En fin de compte, Wye River est avant tout un succès de la diplomatie américaine qui a réussi à relancer le processus de paix. Cette fois, le Likoud a bien été contraint d'entrer dans la logique des accords d'Oslo. Si Netanyahu a obtenu plus que les travaillistes en matière de sécurité, son comportement l'a conduit à impliquer toujours plus les États-Unis dans les détails concrets de l'accord et de son application, alors que ses prédécesseurs avaient refusé tout ce qui pouvait apparaître comme une médiation américaine. Les États-Unis se trouvent ainsi en position d'arbitre rapprochant les positions voire déterminant à qui faire porter la responsabilité de l'échec. Mais il est vrai que Netanyahu, fort du soutien de la droite américaine et du Congrès, ne croit pas à la possibilité d'un affrontement avec l'administration Clinton.

L'opinion majoritaire dans les territoires est peu enthousiaste. On trouve les résultats insuffisants et on ne croit pas à la volonté israélienne d'appliquer les accords. On s'inquiète aussi des risques que comporte l'accord pour les libertés publiques. Après la mort d'un manifestant due à un tir de la police palestinienne, le Fatah lui-même condamne la répression. Du côté israélien, les colons organisent des manifestations de protestation. On accuse Netanyahu de « trahison ». Le Shin Beth craint un attentat contre sa vie. Les soutiens parlementaires des colons déposent immédiatement une motion de censure à la Knesset. Elle est repoussée le 26 octobre par les travaillistes qui approuvent l'accord comme la plus grande partie de l'opinion publique (74 % d'approbation selon un sondage). Mais c'est partie remise : Ehoud Barak pousse à la tenue d'élections anticipées et va jusqu'à dire que Netanyahu a trop cédé à Wye River. Quant au Premier ministre, il cherche à gagner du temps en retardant la présentation de l'accord au gouvernement israélien. Il se refuse à adopter une ligne « centriste » fondée sur l'application de l'accord de Wye et qui pourrait conduire à une modification de la majorité parlementaire allant dans le sens d'un gouvernement d'union nationale. Loin de vouloir concentrer sa ligne politique sur l'accord, dès le lendemain de la signature, il prend des distances, tentant d'obtenir de nouvelles assurances des Américains. Cela pose une nouvelle fois la question de sa sincérité.

Le climat de confiance établi péniblement à Wye River se dégrade rapidement. Outre les tergiversations de Netanyahu, le feu vert donné à l'établissement de juifs



à Jérusalem-Est relance les tensions. Il en est de même pour l'agrandissement de plusieurs colonies en Cisjordanie. Pour le gouvernement israélien, ce sont des « mesures techniques ». Il devient clair que l'application de l'accord est retardée de quelques jours puisqu'il n'est toujours pas soumis au gouvernement israélien, étape nécessaire avant sa transmission à la Knesset. Arafat, qui s'applique à apparaître comme le bon élève devant les Américains, accepte ce délai. Netanyahu relance publiquement la question de l'arrestation immédiate des 30 Palestiniens dont les noms ont été communiqués à Wye. Même pour les Américains, c'est une violation caractéristique des engagements pris, puisqu'ils devaient être arrêtés par phases successives selon un échéancier. Les Israéliens rendent alors public cet échéancier qui aurait dû rester secret, provoquant ainsi la colère de Dahlan, déconsidéré auprès de son opinion publique.

Le 6 novembre, une voiture piégée explose à Jérusalem faisant deux morts et 21 blessés dont un grave. Cela retarde une nouvelle fois la discussion au gouvernement israélien. L'Autorité palestinienne condamne vivement l'attentat qui vise le processus de paix et intensifie les mesures contre le Hamas et le Jihad islamique qui ont revendiqué l'opération. Ses accusations visent en particulier l'Iran qui voudrait transformer la Palestine en nouvel Afghanistan.

Le 11 novembre, le gouvernement israélien approuve l'accord de Wye. En dépit des réserves introduites, cela peut être considéré comme un échec pour Netanyahu. Le 12 novembre 1998, le gouvernement israélien lance des appels d'offre (*tender*) pour la relance des constructions à Har Homa. En même temps, il annonce la construction de nouvelles routes de contournement, c'est-à-dire de nouvelles expropriations de terres arabes. Bien entendu, les Palestiniens protestent et en appellent aux États-Unis. La stratégie d'Arafat est de s'en tenir à des manifestations verbales et d'engranger le maximum de cessions effectives de la part des Israéliens. Rien ne doit aller contre le redéploiement annoncé de l'armée israélienne. Dans un contexte difficile, Ross réussit à rapprocher les positions. Les Israéliens communiquent le contenu géographique du redéploiement annoncé, déjà retardé par rapport à l'échéancier initial. Ross peut rentrer aux États-Unis tout en laissant une partie de son équipe sur place. Pendant que la Knesset vote à une large majorité la ratification de l'accord de Wye River, de nouvelles difficultés émergent. Alors qu'il est clair que la coalition gouvernementale est en train de se disloquer, la question des prisonniers se repose. La première fournée de libérés, 250 personnes, comprend 150 droits communs (« des voleurs de voiture »). Cette affaire confronte les visions du monde : pour les Israéliens, ces Palestiniens sont tous des criminels, voire des terroristes ; pour les Palestiniens, des résistants. Toute la population des territoires occupés est concernée par la question des prisonniers. Cela provoque une explosion de colère et des manifestations de protestation. Le Fatah prend la direction du mouvement afin d'empêcher le Hamas de monopoliser cette cause.

Alors que la situation commence à se tendre, le 20 novembre se déroule le premier déploiement, le plus facile puisqu'il comprend un transfert de 7,1 % de la Cisjordanie de la zone B à la zone A et de 2 % de la zone C à la zone B (sept villages). Pour l'essentiel, cela ne concerne que les dispositifs de sécurité et non l'administration des territoires.

Le 24 novembre, l'aéroport de Gaza est ouvert à la navigation aérienne internationale. Les passagers doivent ensuite se rendre en autocar au terminal frontalier de Rafah pour faire les formalités d'entrée. Les Israéliens fournissent une liste noire de

Palestiniens interdits de voyager à l'étranger « pour des raisons de sécurité », c'est-à-dire, dans la plus grande partie des cas, des punitions pour des activités politiques. Cela concerne pour l'essentiel les opposants au processus de paix.

### Les élections israéliennes

Le 21 décembre, Netanyahou ne peut empêcher le dépôt d'un projet de loi appelant à des élections anticipées. Les élections sont fixées au 17 mai et les étapes prévues selon les accords de Wye River sont suspendues. La date n'a pas été choisie au hasard : c'est juste après le jour supposé (le 4 mai 1999) où Arafat éventuellement proclamera l'État de Palestine. À l'intérieur du Likoud, Netanyahou se trouve contesté par plusieurs de ses rivaux. Moshe Arens quitte sa retraite politique pour poser sa candidature à la direction du parti. Avigdor Lieberman, l'ancien chef de cabinet de Netanyahou, fonde le parti d'extrême-droite Israel Beytenou dont l'audience se recrute chez les immigrants russes. Il se pose en adversaire résolu des élites au pouvoir. L'ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, Amnon Lipkin Shahak, forme de son côté un parti centriste résolu à soutenir le processus de paix. Le 23 janvier 1999, le ministre de la Défense, Yitzhak Mordehai, est renvoyé du gouvernement. Il était connu pour ses positions plutôt « colombes » et son hostilité au gel du processus de paix. Il traite le Premier ministre de « menteur », l'intéressé le qualifiant publiquement de « traître ». Plusieurs dissidents du Likoud le rejoignent pour former un parti centriste qui fusionne avec celui de Lipkin-Shahak, qui lui cède la première place. La nouvelle force politique semble promise, selon les sondages, à un grand succès électoral. Le fait que Mordehai soit un sépharade issu d'un milieu modeste joue certainement d'autant plus qu'il se montre respectueux des religieux.

Netanyahou remporte facilement les élections primaires au sein du Likoud (81,7 % des voix contre 18,3 %) et propose à Arens le poste de ministre de la Défense. Ce dernier accepte. Si le Likoud a maintenu son unité, il a perdu tous ses éléments « colombes ».

Le chef du parti travailliste, Ehoud Barak, multiplie les déclarations promettant une amélioration conséquente des conditions matérielles des Israéliens. Il cherche à gagner le vote des constituants de la société traditionnellement hostiles aux travaillistes : les juifs originaires des pays arabes et de Russie ainsi que les religieux, qui constituent les groupes sociaux aux revenus les plus modestes. Il reste très ambigu sur ses positions concernant le processus de paix, allant jusqu'à accuser Nétanyahou de favoriser la création d'un État palestinien. Il prend ses distances envers Pérès qui s'est fait l'avocat de la création d'un État palestinien aux contours indéfinis. Il se pose en successeur légitime de Rabin, garant de la poursuite du processus de paix et de la sécurité d'Israël.

Ainsi, la campagne électorale semble devoir tourner à une compétition entre trois forces politiques (gauche, centre, droite) et la question du processus de paix apparaît comme le premier dossier.

Le discours des trois grandes forces politiques en ce qui concerne le processus de paix est assez similaire : pas de division de Jérusalem, pas de retour aux lignes du 4 juin 1967, pas d'armée étrangère à l'ouest du Jourdain, pas de démantèlement de grands blocs de colonie, pas de droit au retour des réfugiés palestiniens. Ce qui entre en jeu est la crédibilité. Celle de Netanyahou est faible, celle de Barak est à mettre à l'épreuve. Il n'est pas possible d'obtenir plus des candidats que de vagues principes. Il n'est pas question de divulguer les véritables positions avant le début

des négociations. La campagne électorale israélienne bat maintenant son plein avec l'usage systématique de publicités négatives. Les sondages donnent Netanyahu et Barak à égalité au premier tour (37 % des voix). Barak apparaît largement gagnant au second tour. Netanyahu n'arrive pas à recréer une dynamique en sa faveur. Les cadres du Likoud accusent leur chef de ne s'intéresser qu'à la fonction de Premier ministre et de négliger celle des députés. Barak utilise son statut de soldat le plus décoré de l'histoire de l'armée israélienne. Il se pose en nouveau Rabin capable d'assurer la paix et la sécurité. Il affirme quatre principes pour le règlement final : « Premièrement, Jérusalem doit rester, pour toujours, une cité unie, sous notre souveraineté. Deuxièmement, il est totalement exclu de faire revenir des réfugiés dans les frontières de 1967. Troisièmement, il ne peut pas y avoir de forces armées (palestiniennes) à l'ouest du Jourdain. Et quatrièmement, la plupart des implantations de Judée et Samarie doivent rester dans nos mains. »

### **Ehoud Barak au pouvoir**

Le 17 mai, Barak l'emporte dès le premier tour avec une grande marge, 56,1 % des suffrages. L'élection à la fonction de Premier ministre a tourné à un référendum pour ou contre la personnalité de Benjamin Netanyahu. Mais la victoire personnelle de Barak ne s'est pas répercutée sur son propre parti. Dans son discours de victoire, Barak se place sous le patronage de Rabin dont il se proclame l'héritier. Il annonce son intention d'agir vite pour une séparation avec les Palestiniens, avec quatre lignes rouges sécuritaires.

La réponse palestinienne est immédiate : avant toute négociation, il faut une application des accords de Wye et un gel de la colonisation. Déjà prévenus par les discours électoraux du candidat, les Palestiniens se méfient du nouveau Premier ministre. Pour le Hamas, il n'y a aucune différence entre la droite et la gauche israélienne. L'Égypte et la Jordanie se félicitent de l'élection. La Syrie et donc le Liban manifestent un profond scepticisme et annoncent qu'ils jugeront la nouvelle politique israélienne à ses actes.

Barak ne veut prendre de contacts avec les Américains et les Palestiniens qu'après la formation du gouvernement de coalition. Il se déclare prêt à examiner les accords de Wye et renouvelle son engagement à retirer l'armée israélienne du Liban-Sud. Il veut agir vite et fort, en homme issu des commandos de l'armée. Dans son discours d'investiture, il a repris l'expression de « paix des braves » venue du discours gaullien et utilisée par Arafat et Assad. Il « tend la main » aux dirigeants arabes sans donner de priorité aux dossiers à aborder. Avant de se rendre aux États-Unis, il prend rendez-vous successivement avec Mubarak, Arafat et Abdallah II. Il marque sa volonté de mettre de côté les accords de Wye pour passer directement aux négociations finales, un accord-cadre devant être obtenu dans les quinze mois. Les Palestiniens marquent leur déception et s'en tiennent à leur position d'appliquer les accords tout en négociant sur le statut final. Néanmoins, en public, le président palestinien tient à se montrer optimiste. Barak demande le retour à un rôle américain de facilitateur et non plus de médiateur et d'arbitre, position obtenue sous Netanyahu. Lors de sa première visite aux États-Unis, en juillet 1999, il a souligné que le rôle de la CIA de surveillance de l'application des accords devrait cesser.

La première rencontre entre Arafat et Barak à Erez, le 27 juillet 1999, se passe mal : Le Palestinien refuse tout report dans l'application des accords de Wye. On convient que les délégations des deux parties doivent en discuter la semaine

suivante. Dès le début du mois d'août, la crise est patente. Israël propose un retrait partiel pour octobre tandis que les Palestiniens demandent l'application de la totalité des engagements. Barak les accuse de rigidité. Ils ne comprennent pas sa vision à long terme : s'il rend tous les territoires promis par Wye, des colonies juives se retrouveront enclavées en Cisjordanie, créant ainsi des points de conflit potentiel qui pourraient mettre en danger un accord définitif. Autrement dit, l'application des accords risquerait de compromettre la cohésion de la majorité gouvernementale. En même temps, la partie israélienne considère qu'appliquer Wye c'est perdre des éléments essentiels pour le marchandage final. Les négociations se compliquent autour de la question de la libération des prisonniers palestiniens.

### **Accord de Sharm al-Sheikh**

Un nouvel accord est signé à Sharm al-Sheikh dans la nuit du 4 au 5 septembre 1999. Le mémorandum a pour but de mettre en application tous les accords signés depuis septembre 1993. L'accent est mis en premier sur le statut permanent aboutissant à la mise en œuvre des résolutions 242 et 338. Un nouveau calendrier des redéploiements est fixé, dont la phase finale doit être achevée en janvier 2000. Un comité mixte mettra au point la liste des prisonniers à libérer. Des voies de passage sûrs seront établies entre Gaza et la Cisjordanie. Les travaux de construction du port de Gaza pourront commencer à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1999. Enfin, le dernier point concerne la sécurité et réitère les obligations découlant du mémorandum de Wye River. Le début d'application des accords et l'annonce des travaux de la commission destinée à négocier le statut final sont entrecoupés par la démarche israélienne de renforcement de colonies à proximité de Jérusalem. Les travaux de cette commission se heurtent à ce que les Palestiniens appellent les quatre « non » de Barak. De ce fait, les travaux des commissions tournent à vide. Les Palestiniens rejettent l'hypothèse d'un règlement temporaire et rappellent qu'ils ont accepté un délai pour la réalisation des derniers engagements prévus à Wye afin de permettre que l'on traite simultanément du règlement final. Or ils ne voient rien venir et ils le soupçonnent maintenant et, à juste titre, une volonté de privilégier l'option syrienne.

Depuis la reprise des négociations, la faiblesse institutionnelle de l'Autorité palestinienne devient criante. Arafat concentre tout sur sa personne, du détail le plus trivial jusqu'aux questions de fond. Les négociateurs palestiniens manquent de préparation. Leurs dossiers sont peu préparés et leurs connaissances juridiques sont lacunaires. Hâtivement on est allé recruter des juristes dans la diaspora palestinienne. Durant l'été 1999, l'Union européenne a accepté de financer un programme de l'Adam Smith Institute de Londres, chargé de fournir des conseillers juridiques pour la négociation internationale. C'est le début de la négociation *Support Unit* (NSU) dont le financement externe montre la fragilité de l'Autorité palestinienne. De surcroît, ces conseillers ne peuvent résider en Palestine qu'avec des visas de tourisme, ce qui les met en permanence face à un risque d'expulsion ordonnée par le gouvernement israélien. Courageusement, les conseillers se mettent au travail et découvrent le terrible désordre bureaucratique engendré par les méthodes de travail d'Arafat.

Le retard dans l'application des accords est généralement dû à l'absence d'accord sur des questions de détails. Mais l'essentiel des difficultés réside dans la question de la colonisation, qui ne connaît aucune limitation et qui rend difficile pour les Palestiniens de constituer un espace homogène et une continuité territoriale.

Officiellement, Israéliens et Palestiniens s'engagent à mener des discussions intensives pour arriver à un accord-cadre avant le 13 février, date prévue par l'accord de Sharm el-Cheikh, mais on se heurte toujours à la question du redéploiement israélien maintenant prévu pour le 10 février. En même temps, une conférence réunie à Moscou les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février tente de relancer le processus des négociations multilatérales. On annonce la reprise des groupes de travail, mais l'absence de la Syrie et du Liban pénalise considérablement la tentative. De toute façon, les parties arabes n'envisagent pas de progrès dans la normalisation sans, au préalable, des avancées significatives dans les négociations bilatérales. Pour les Américains, il s'agit de créer un climat favorable aux pourparlers bilatéraux, pour la Russie du président par intérim Vladimir Poutine, c'est le moyen de revenir sur la scène diplomatique.

### **Camp David II**

Camp David II représente les négociations de la dernière chance. Mais au moment même où le président des États-Unis adresse ses convocations, le Comité central de l'OLP décide de proclamer l'État de Palestine à la fin de la période intérimaire définie par les accords d'Oslo, sans préciser s'il s'agit du 13 septembre – mais il est clair que cela sera avant la fin de l'année 2000. Le Hamas a fait savoir qu'il refuserait toute cession, même la plus minime, du territoire palestinien, « maintenant ou dans le futur » et qu'il n'est pas question de reconnaître l'État d'Israël ou de coopérer à sa sécurité. Mais en même temps, il ne peut que se réjouir d'une libération d'une parcelle du territoire palestinien. Cela veut dire qu'il ne s'opposera pas à la création de l'État palestinien.

Les responsables israéliens sont sûrs de la vanité de ce genre de pressions, puisqu'ils contrôlent de fait tous les accès et toutes les ressources des territoires palestiniens, mais sont conscients du risque de violence que produirait une impasse politique durable. Néanmoins, ils expriment en public la menace d'annexions unilatérales en cas de proclamation de l'État palestinien et font clairement entendre qu'ils sont prêts à écraser brutalement tout soulèvement palestinien. Dans ce cas, Barak procéderait à un gouvernement d'union nationale avec le Likoud. Ces menaces et contre-menaces constituent l'arrière-plan des négociations. Publiquement, Barak estime que les chances de succès à 50 % et énumère ses cinq lignes rouges. Les Palestiniens devront faire une déclaration mettant fin à des décennies de conflit. La réponse des Palestiniens est que ces déclarations sont des violations des accords et constituent un sabotage du sommet. Les propres lignes rouges des Palestiniens sont l'application de la résolution 242 (les frontières doivent être les lignes du 4 juin), un État palestinien indépendant avec Jérusalem comme capitale.

À Camp David II, on ne négocie pas des marchandises ou des salaires, mais de l'histoire, celle des conflits de 1948 et de 1967, et de la légitimité, celle du sionisme et du mouvement national palestinien, mais les Américains ne semblent pas en avoir conscience. L'« honnête courtier » (les États-Unis) qu'ils sont censés représenter est en fait très largement aligné sur les positions de Barak, dont ils s'inquiètent en permanence de la fragilité parlementaire (on ne se pose pas cette question à propos d'Arafat qui n'est après tout qu'un dirigeant arabe comme les autres). On a bien la perception qu'il sera difficile de faire bouger Arafat de ses positions de départ, mais on en a conclu, en dépit des échecs de Shepherdstown et de Genève, qu'il faut

accompagner la stratégie d'exercer la pression maximale sur le leader palestinien pour le forcer à céder.

Le facteur aggravant est le poids des personnalités. Depuis Oslo, les négociateurs se connaissent bien et s'appellent de leurs prénoms. Une certaine forme d'amitié s'est établie. Cela a même tendance à les éloigner de leurs opinions publiques. Il n'en est pas de même pour les deux leaders. L'antipathie est réciproque entre Barak et Arafat. Le premier méprise le terroriste qui lui paraît une forme d'histriion, le second voit dans son partenaire un homme aux mains couvertes de sang palestinien au sens le plus littéral du terme. Barak a directement assassiné plusieurs compagnons d'Arafat.

Comme tous les responsables israéliens, Barak est obsédé par la puissance américaine dont le soutien est indispensable pour la survie d'Israël. Arafat est prêt, s'il le faut, à dire non à l'homme le plus puissant du monde.

### **L'échec du processus de paix : raisons et conséquences**

Les réunions de Camp David, entre le 11 et le 24 juillet 2000, avaient pour but de parvenir à un accord sur le statut permanent. Le projet de déclaration présenté par les américains montre l'incapacité de réduction des divergences entre les deux parties (question du statut de Jérusalem, des réfugiés, des lieux saints). La déclaration finale vient rappeler les principes devant guider les futures négociations.

Les raisons de l'échec de Camp David II ont fait l'objet d'intenses débats et controverses aux portées politiques évidentes. Les premières appartiennent à la logique même des accords d'Oslo, voire aux étapes antérieures du processus de paix (depuis Camp David I). Il existe une contradiction fondamentale entre la volonté d'établir des relations de confiance entre les deux antagonistes qui seraient devenus des partenaires et la nécessité de n'aborder les questions essentielles que dans le cadre du règlement final (Jérusalem, les territoires, les réfugiés). Bien entendu, aucune des parties ne pouvait rester inerte sur ces sujets durant la période dite de transition, attisant ainsi la méfiance de l'autre. Dans la perspective de Rabin et de Pérès, il n'y aurait pas de droit au retour des réfugiés, ni de changement de statut de Jérusalem. Quant à la définition territoriale, elle se ferait sur la base d'une nouvelle version du plan Allon, constituant une entité palestinienne (pas nécessairement un État), enclavée et probablement tronçonnée à l'intérieur d'un État d'Israël élargi. Les Palestiniens s'en satisferaient puisqu'ils verraient une amélioration de leur sort matériel et moral (reconnaissance de leur existence). De toute façon, l'immense disproportion dans les rapports de force les conduirait à s'incliner devant l'inévitable.

Pour les Palestiniens, c'est bien l'affaiblissement de l'OLP qui a conduit à accepter les accords d'Oslo. Mais ils avaient cru comprendre que la territorialisation de la cause palestinienne s'inscrirait dans une Cisjordanie qui serait toute à eux, à l'exception des colonies juives. Ils auraient donc eu 90 % de la Cisjordanie à la veille de la négociation finale et il était assez clair qu'Israël abandonnerait les colonies de la bande de Gaza qui constituaient une lourde charge sécuritaire sans représenter un enjeu stratégique ou historico-religieux. La déception a été terrible quand ils se sont vu imposer une division de la Cisjordanie en zones A, B et C faisant du domaine de l'Autorité palestinienne un archipel de lieux urbains sans aucune continuité territoriale. De surcroît, les différents engagements israéliens n'ont pas été respectés, en particulier les redéploiements prévus par Oslo II. La seule arme des Palestiniens était la négation

complète de la totalité des faits accomplis depuis 1967, ce que leur permettait l'articulation entre période intérimaire et règlement final.

Dans la perspective israélienne acceptée par les Américains, les accords d'Oslo abolissaient toutes les références juridiques précédentes et rendaient toutes les questions négociables. On admettait simplement une référence aux résolutions 242 et 338 dont on se refusait de donner une exégèse. En quelque sorte, la perspective américaine n'était plus celle d'une occupation à laquelle l'on doit mettre fin, mais plutôt celle de l'aménagement d'une coexistence difficile. Les Palestiniens étaient ainsi censés être reconnaissants de pouvoir mener une vie un peu plus « normale » qu'auparavant.

La solution par la négociation, tout à fait louable en soi puisqu'elle signifie l'abandon du recours à la violence, était devenue un refrain qui faisait comme si on oubliait la disproportion des rapports de force et en même temps l'impossibilité de transformer la force israélienne en droit sans acceptation palestinienne. Autrement dit, le processus d'Oslo a fonctionné dans une absence totale de confiance entre les parties et, surtout, n'a pas engendré une logique de décolonisation.

Les illusions israéliennes et américaines n'ont pu se maintenir que du fait de l'absence de négociations sur le statut final et d'une impréparation totale à ce que pourrait comprendre ce règlement. Certes, si Pérès l'avait emporté sur Netanyahu, les choses auraient pu se produire différemment, non pas parce que le travailliste aurait été plus « colombe » que son adversaire politique, mais simplement du fait de l'ouverture de la négociation sur le règlement final, qui aurait impliqué un retour au réel.

Or la stratégie de Netanyahu avait été d'utiliser ce règlement final pour ne pas respecter les engagements pris durant la période intérimaire. Le but du chef du Likoud était de mettre fin au processus de paix pour arriver de fait à sa version d'une Palestine tronçonnée en cantons et soumise à un contrôle sécuritaire permanent.

L'énergie de Barak aurait pu conduire à une autre dynamique, d'autant plus qu'il avait pour lui un soutien complet de l'administration Clinton. Mais il a préféré donner la priorité au règlement avec la Syrie, entraînant le président américain dans l'échec du sommet de Genève. En même temps, il s'est rendu compte qu'en raison du fonctionnement defectueux des institutions politiques israéliennes (gouvernement de coalition, pratique systématique des fuites), il ne pouvait pas être question de préparer collectivement le règlement final.

Camp David II a été l'une des négociations les plus mal préparées de l'histoire. On avait réussi à convaincre les Palestiniens qu'on leur dressait un piège destiné à les forcer à accepter un règlement sous la pression conjuguée des Américains et des Israéliens. Ils étaient d'autant plus méfiants qu'ils avaient le sentiment d'avoir été trompés durant les négociations précédentes et que même la parole du président des États-Unis n'avait pas de réelle valeur. Aucun pays arabe n'a été impliqué dans la négociation. Aucune communication ne porte le moment venu sur les propositions concernant la ville sainte. De même, on parle de généreuses indemnités à accorder aux réfugiés palestiniens tout en rendant clair que, dans leur grande majorité, ils resteront dans les pays hôtes alors que le statut de réfugié sera aboli. Mais on ne songe pas à demander l'avis des pays concernés.

Il est caractéristique que les parties israélienne et américaine aient eu le sentiment de faire des avancées majeures en proposant une division complexe de Jérusalem-Est alors que la partie palestinienne, en dehors de son attachement passionnel à la ville

sainte, ne pouvait avoir à l'esprit que l'exemple de Hébron. De même, l'un des sens de la constitution d'un État palestinien était de mettre fin à la pluralité des statuts juridiques palestiniens (habitants des territoires occupés divisés en trois zones, résidents de Jérusalem, Arabes israéliens, réfugiés). Les généreuses propositions faites créaient presque autant de nouveaux statuts juridiques que de quartiers arabes de la ville sainte, sans parler de l'interrogation sur l'avenir des habitants arabes des blocs de colonisation. La vie quotidienne des habitants des territoires occupés est ponctuée d'autorisations et de permis, ne serait-ce que pour circuler. Rien n'a été avancé sur ce point dans la discussion. Les propositions en question n'ont pas fait l'objet de représentations cartographiques. En ce qui concerne la distribution de la Cisjordanie, les Palestiniens y ont vu immédiatement un territoire tronçonné. Ross prétend que c'est une interprétation erronée, mais la carte d'une Cisjordanie relativement homogène qu'il présente dans ses mémoires n'a jamais été avancée à Camp David.

À l'impréparation s'est ajoutée l'absence de lignes directrices durant le sommet. Les Américains ont rapidement abandonné la méthode adoptée par Carter à Camp David I, un texte cadre passant par des rédactions successives au fur et à mesure des discussions. On a constamment improvisé de façon brouillonne sans véritable maître du jeu.

Toutefois, l'échec n'a pas été total. Pour la première fois, les vrais dossiers ont été abordés et les vraies difficultés cernées (ce qui aurait dû être fait avant). La colère américaine et israélienne contre Arafat s'alimente aussi bien de son manque de coopération que de la prise de conscience soudaine que le prix à payer pour un accord est beaucoup plus élevé qu'on ne l'avait estimé au départ. L'inconvénient de vouloir porter secours à Barak en faisant porter l'essentiel de la responsabilité sur les Palestiniens et les Arabes, c'est que l'on affaiblit à chaque coup le camp de la paix en Israël. La première indication dans ce sens est l'échec de Shimon Pérès à l'élection de la présidence de l'État, le 31 juillet. En Israël, les critiques faites à Barak sont nombreuses. La procédure parlementaire pour des élections anticipées est lancée en conséquence de la crise ministérielle née du retrait du ministre des Affaires étrangères en charge des négociations. Barak bénéficie d'un répit de trois mois du fait des vacances parlementaires. Cela lui donne du temps pour rebâtir une nouvelle coalition ou arriver à un accord de paix, ou les deux. Mais selon les sondages, sa cote de popularité est au plus bas.

Du côté palestinien, on s'abstient pratiquement de toute déclaration à la presse américaine. On est persuadé que, de toute façon, elle est sous influence sioniste et qu'elle ne traitera jamais la question avec équité. En revanche, Arafat reçoit un accueil triomphal à son retour à Gaza. Il est l'homme qui a refusé de céder aux Américains et aux Israéliens. Il a restauré sa popularité. Un sondage d'opinion montre que 60 % des Palestiniens sont favorables à une confrontation violente avec les Israéliens en cas d'échec des négociations avant le 13 septembre. La volonté de construire une synagogue sur l'esplanade des Mosquées ravive d'autant les tensions et les blocages.

## **Les négociations israélo-libanaises**

La séquence traitée voit d'importantes évolutions dans les négociations israélo-libanaises, ce qui montre une fois encore l'enchevêtrement entre les dossiers relatifs au conflit israélo-arabe. Durant cette séquence, le Hezbollah accède au statut de partenaire dans les négociations d'échanges de dépouilles et de prisonniers, ou encore, en langage onusien, le Hezbollah est devenu une « partie non-gouvernementale ». Des



signes encourageants commencent également à se présenter : un accord est trouvé concernant le groupe de surveillance du cessez-le-feu au Liban. Mais la montée de la violence est continuelle, avec des tirs de roquettes sur la Galilée et des attaques de l'aviation israélienne sur l'infrastructure civile libanaise.

La question du maintien de l'occupation du Liban-Sud se trouve sans cesse posée ainsi que celle de savoir s'il existe une solution militaire au terrorisme ou si une solution politique est possible. De son côté, Ariel Sharon pose le problème politique de la liaison entre le Liban-Sud et l'occupation du Golan. Tant que cette dernière durera, la guerre d'usure se poursuivra au Liban. Il ne croit donc pas en la possibilité d'un arrangement séparé avec le Liban et propose deux solutions : soit une escalade militaire, en évitant les opérations terrestres et en donnant la priorité à l'aviation, soit « un retrait du Liban-Sud, de notre propre chef et selon notre propre calendrier ». Cela peut se faire « en l'absence de négociations avec la Syrie et sans avoir à payer en échange un prix politique et sécuritaire ».

En mars 1998, Netanyahu tente une manœuvre diplomatique en proposant un retrait du Liban-Sud en accord avec le gouvernement libanais. La Syrie s'y oppose tout de suite, ne voulant aucune disjonction entre le sort du Liban-Sud et celui du Golan. La guerre permanente de basse intensité dans le territoire libanais occupé est son meilleur instrument de pression pour obtenir la rétrocession du Golan.

Les responsables israéliens de la sécurité sont farouchement opposés à un retrait unilatéral. Ils estiment que cela encouragerait le Hamas à relancer une vague de terreux. Les responsables militaires voudraient pouvoir conclure un accord avec la Syrie, mais cela rouvrirait la question du Golan. Sharon penche pour un retrait progressif, accompagné d'actions de représailles au cas où la population israélienne serait attaquée. Plusieurs hommes politiques parlent ouvertement d'une destruction massive des infrastructures civiles du Liban.

À l'approche de son élection, Ehud Barak, quant à lui, décide d'en finir avec l'occupation du Liban : il s'engage ainsi à retirer les troupes israéliennes dans les 15 mois qui suivront les élections, annonçant le mois de juin 2000 comme date de sortie du Liban, en prenant des garanties de sécurité, et à entamer des discussions avancées avec les Syriens.

Au Liban, face à l'intensification des attaques du Hezbollah, l'armée du Liban-Sud annonce qu'elle est contrainte d'évacuer l'enclave de Jezzine, occupée en 1985, et qui, officiellement, ne fait pas partie de la zone de sécurité. Le gouvernement israélien a donné son accord à ce qui peut paraître comme la première étape d'un retrait global. Dès la fin mai, la milice commence le démantèlement de ses installations. La communauté internationale s'inquiète du risque de représailles après le retrait. On se souvient des terribles violences lors du retrait israélien de 1984. L'État libanais et le Hezbollah s'en tiennent à une position legaliste en présentant les membres de l'ALS au tribunal. Le retrait s'opère sous le feu du Hezbollah tandis que l'aviation israélienne intervient pour protéger les miliciens qui quittent la ville le 3 juin 1999. Deux cents d'entre eux se livrent aux autorités officielles libanaises. Le Premier ministre libanais puis le président de la République se rendent sur les lieux où ils sont reçus dans une atmosphère de liesse populaire. La leçon de l'événement est claire : une fois la décision de retrait annoncée, il n'est pas possible de procéder de façon échelonnée.

Les premiers jours de février 2000 voient une forte tension dans la région considérée, les deux parties multipliant les opérations. Ce n'est que le 5 mars 2000 que Barak obtient un vote d'approbation à l'unanimité de son gouvernement pour

le principe d'une évacuation du Liban-Sud pour le mois de juillet, même en absence d'un accord avec la Syrie. Damas réagit avec inquiétude, mentionnant une volonté israélienne de séparer le Liban de la Syrie. On s'inquiète surtout de la perte d'un puissant moyen de pression sur l'État hébreu. Les alliés directs du pouvoir syrien travaillent activement à définir des contentieux qui pourraient maintenir une tension sur la frontière israélo-libanaise après le retrait israélien. Le président Émile Lahoud, totalement inféodé à la Syrie, met en garde Israël : le retrait du Liban ne garantira pas la sécurité de la frontière que seul un accord avec Damas sur le Golan peut permettre d'assurer. En réponse à ces propos, l'aviation israélienne bombarde dans la Bekaa à cinq kilomètres de la frontière syrienne, le 13 mars 2000, des bases du FPLP-CG d'Ahmad Jibril et du Fatah-Intifada d'Abou Moussa, deux mouvements dépendant étroitement de Damas. Le message est d'autant plus clair que ces organisations n'ont pas mené d'attaque contre Israël depuis plusieurs années.

Clairement, le gouvernement libanais ne cherche pas à presser le mouvement. La situation au Liban-Sud se tend au début du mois de mai 2000, le retrait devient inévitable. Le 4 mai, à la suite d'un bombardement israélien qui a tué par erreur deux civils libanais, le Hezbollah a répliqué par des tirs sur la Galilée, tuant un soldat et blessant 25 personnes. Israël attaque en représailles des infrastructures civiles libanaises, deux centrales électriques et la route Beyrouth-Damas. Le Hezbollah reprend ses tirs et le gouvernement israélien s'en tient là pour éviter un processus d'escalade. La résistance islamique proclame sa victoire. De fait, l'armée israélienne accélère le démantèlement de ses installations dans la zone occupée. Il est clair que la date limite du mois de juillet est devenue irréaliste et qu'il faudra procéder plus tôt au retrait.

Pendant ce temps, on travaille à tracer la « ligne bleue » sur laquelle l'armée israélienne doit se retirer. L'équipe de l'ONU fait la navette entre les équipes israélienne et libanaise. Cette ligne bleue doit suivre la ligne d'armistice de 1949 (dénoncée par Israël) qui recoupe elle-même la frontière mandataire. Sous la direction du général Jamil Sayyed, la partie libanaise a tenté d'établir de nouveaux contentieux pour gêner le retrait israélien. Le 4 mai 2000, Sayyed avance un dossier, celui des fermes de Chebaa. L'affaire est plus compliquée puisque cette localité se trouve à la jonction du Golan syrien occupé et du territoire libanais. Pour différentes raisons, les autorités mandataires françaises n'ont pas procédé à une délimitation dans ce secteur de la frontière libano-syrienne et, après l'indépendance, Damas a continué de s'y opposer. Il existe bien une ambiguïté sur l'appartenance de ce petit territoire. De surcroît s'ajoute la question juridique de savoir s'il a été occupé en juin 1967 ; dans ce cas, il ressort de la résolution 242, ou, si cela s'est produit ultérieurement, de la résolution 425. Enfin, Damas utilise ce contentieux pour entraver le retrait israélien, mais n'abandonne pas sa propre revendication sur ce secteur. Quant aux Israéliens, à leur habitude, ils ont hébraïsé la toponymie (« Mont Dov »).

Le 9 mai, l'armée israélienne évacue le village d'Aramtha, à proximité de Jezzine, après 14 ans d'occupation. La population pleure des larmes de joie en accueillant les premiers visiteurs. Ce bourg, qui comprenait 5000 habitants en 1978, n'a plus que 110 résidents. C'est le début d'un retrait gradué des positions israéliennes cédées à l'ALS, à qui on retire parallèlement son armement lourd. Le Hezbollah multiplie les attaques.

Devant l'aggravation de la situation dans les territoires occupés et au Liban-Sud, Barak convoque d'urgence un cabinet de sécurité. On prend la décision de rappeler la délégation israélienne à Stockholm. La principale préoccupation vient du Liban-

Sud. Les habitants expulsés depuis 1978 de la zone occupée reviennent dans leurs villages, encadrés par des militants sans armes de la résistance islamique, le tout étant bien évidemment couvert par la presse internationale. En même temps, le 21 mai, le Hezbollah lance une opération armée dans le secteur des fermes de Chebaa de façon à marquer les droits du Liban dans cette zone.

Le 22 mai, il est clair que l'ALS est en train de se disloquer. Tout le secteur central de la zone occupée est libéré. Les prisonniers de la sinistre prison de Khyam retrouvent leur liberté. L'armée israélienne ne peut tirer sur la foule en train de progresser (le bilan est déjà de 5 morts et de 30 blessés chez les manifestants) et l'on craint des représailles sur la Galilée israélienne. Les Libanais les plus compromis commencent à passer avec leurs familles en territoire israélien. Il ne reste plus qu'à accélérer le retrait israélien. Ce qui devait encore prendre quelques jours ne prend plus que quelques heures. C'est un tour de force logistique qui ne peut se substituer à la défaite politico-militaire : une retraite accélérée sous le feu de l'ennemi. Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah se félicite « de la première victoire glorieuse en cinquante ans de conflit israélo-arabe ». Le 25 mai devient le jour de la fête de la libération du Sud.

### Les négociations israélo-syriennes

Dans le dossier syrien, la dynamique reste plus ou moins la même que pendant les années précédentes, même si une négociation semble s'officialiser. Les refus restent les mêmes des deux côtés, israélien et syrien, sur les deux points de conflits essentiels : le retour aux lignes de 1967 et la rétrocession du Golan. Les déclarations de Madeleine Albright, première femme à accéder au poste de Secrétaire d'État, au Sénat, inquiète les syriens. À la place de « paix juste, complète et durable », elle a utilisé la formule « paix sûre, complète et durable ». Elle paraît ainsi endosser les exigences israéliennes en matière de sécurité, qui se traduisent toujours par des revendications territoriales.

Durant son mandat, Netanyahu a tenté d'ouvrir un canal secret de communication avec Damas. Pour cette fois, exceptionnellement, Hafez al-Assad a tenté l'expérience. L'homme d'affaires et ancien ambassadeur Ronald Lauder, ami personnel du Premier ministre israélien, a accepté de servir d'intermédiaire. Il s'est rendu en 1998 à plusieurs reprises dans la capitale syrienne et a eu des contacts au plus haut niveau. L'administration Clinton n'a pas été informée de ces démarches. Néanmoins, le gouvernement syrien a considéré sérieusement cette tentative au point d'étudier une ébauche de traité de paix. Comme on pouvait s'y attendre, l'échec est venu de la question territoriale. Netanyahu a été incapable de fournir une carte précise du retrait israélien. Ariel Sharon se serait opposé à la transmission d'un tel document qui aurait engagé la politique israélienne. Une négociation du même genre a eu lieu entre Israël et la Syrie par l'intermédiaire de Miguel Moratinos, l'émissaire européen au Proche-Orient. Un document de travail (*non-paper*) a été élaboré, comprenant l'acceptation par les Syriens de la présence de stations d'alerte et l'établissement d'une relation avec la question du Liban-Sud. On n'est pas allé plus loin, du fait de la faiblesse du gouvernement Netanyahu et de l'organisation d'élections anticipées.

Quand Barak a pris ses fonctions, Lauder lui a affirmé qu'Assad était prêt à accepter comme base de négociation la frontière mandataire de 1923 et non les lignes du 4 juin 1967, ce qui laisserait le lac de Tibériade intégralement à l'intérieur du territoire israélien. Barak l'a cru d'autant plus que cela lui offrait une position bien meilleure. L'engagement qu'il a pris de retirer l'armée israélienne du Liban-

Sud fait du dossier syrien le dossier prioritaire. Implicitement ou explicitement, une paix avec Israël implique une neutralisation du Hezbollah et la fin de l'axe Damas-Téhéran, considéré comme le danger majeur. En bon général, Barak considère que l'armée syrienne constitue le seul adversaire réel pour Israël. Le terrorisme palestinien est une nuisance douloureuse, mais ne remet pas en cause l'existence de l'État hébreu. Assad est un ennemi qui dispose de moyens considérables mais qui a la réputation de tenir ses engagements, comme le montre la situation sur le Golan depuis 1974. Il est tout le contraire d'Arafat. Obtenir un accord avec la Syrie affaiblirait encore plus la position des Palestiniens dans la négociation finale.

Le biographe d'Assad, le journaliste britannique Patrick Seale, a confirmé que les intentions du président syrien étaient sérieuses. Le président syrien maintient son exigence de reprendre les négociations là où elles en étaient. Le Premier ministre désigné répond au même journaliste que la Syrie est un pays fort, indépendant et puissant avec lequel une entente est la seule façon de construire une paix solide et globale au Proche-Orient.

Le document des dix points de Lauder est transmis à Clinton par Ehud Barak, avec l'information d'un accord préalable de Assad Il inclut : 1) la conclusion d'un traité de paix, 2) le retrait israélien sur la frontière de 1923, 3) un calendrier de retrait en trois étapes, Assad proposant 18 mois et Netanyahu 30 mois, 4) le fait que la Syrie garantirait un accord entre Israël et le Liban comprenant la fin des activités hostiles à Israël à partir du territoire libanais, 5) la conclusion d'arrangements de sécurité assurant à chaque partie l'impossibilité d'attaques surprises, 6) la définition de trois zones de déploiement de forces (le Golan serait démilitarisé, la zone suivante aurait des forces limités et la troisième zone allant jusqu'à la proximité de Damas serait dépourvue d'armements offensifs), 7) des stations d'alertes qui resteraient sur le Golan, mais seraient confiées à une force multinationale composée d'Américains, de Français et de Syriens (Netanyahu y a ajouté des Israéliens), 8) une pleine normalisation des relations entre les deux pays sur la base de leurs législations respectives, 9) le règlement de la question des ressources en eau sur la base des normes internationales, 10) la Syrie agirait pour que la paix avec Israël soit étendue à l'ensemble de la région.

Le président syrien, lors d'un entretien téléphonique avec Clinton, reconnaît avoir rencontré Lauder à plusieurs reprises, mais affirme ne rien savoir sur le document en dix points. Il demande que les Américains le lui communiquent. On le lui transmet *via* l'ambassade américaine à Damas. Il répond rapidement que ce document ne convient pas aux Syriens. Barak, quant à lui, refuse de l'admettre et plaide pour une rencontre secrète entre émissaires des parties. On peut négocier sur cette base et admettre certains changements. Assad accepte la tenue d'une rencontre secrète entre le général israélien à la retraite Uri Saguy, Ross et le juriste syrien Riad Daudi qui a participé aux discussions israélo-syriennes de Wye. Le lieu est fixé, l'ambassade américaine à Berne en Suisse, et la réunion a lieu les 26 et 27 août 1999. La discussion tourne autour du document en dix points, avec l'inflexibilité des Syriens sur les lignes du 4 juin. Le négociateur israélien accepte le principe du retour à ces lignes compte tenu de besoins spécifiques d'Israël sur cette question. Il refuse de donner un engagement écrit.

Les Israéliens sortent convaincus de la réunion qu'Assad veut réellement négocier. Cela est confirmé lors de la tournée d'Albright au Proche-Orient au début septembre. Assad accepte la tenue de conversations secrètes dans la région de Washington à la mi-septembre 1999. Barak est enthousiaste et voit la possibilité de tout conclure en

un mois. L'essentiel pour lui est que les Syriens acceptent de ne pas retourner sur les bords du lac de Tibériade et du Jourdain. Par rapport à Berne, les délégations de négociateurs ont été étoffées pour la rencontre de Washington. Du côté israélien, Yoel Singer est venu apporter ses compétences juridiques. Les Israéliens proposent que l'on étudie la localisation des lignes du 4 juin 1967. Les Syriens sortent la carte de la convention d'armistice de 1949. Pour les Israéliens, ce qui compte est la disposition effective des forces le 4 juin 1967. Les parties n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la définition de cette disposition. Néanmoins, en ce qui concerne les abords du lac de Tibériade, Daoudi annonce qu'il est autorisé à admettre que la ligne du 4 juin se confond avec la frontière de 1923, c'est-à-dire passant à dix mètres du bord de l'eau, la population locale syrienne conservant son droit à l'irrigation et à la pêche (ce qui avait été convenu par un accord de bon voisinage entre les deux mandats).

La discussion suivante est renvoyée à la prochaine venue aux États-Unis, à l'occasion de l'assemblée générale de l'ONU, de Farouk al-Chareh, le ministre syrien des Affaires étrangères. Dans l'intervalle, Lauder se manifeste en transmettant cette fois un document en huit points qu'il définit comme étant le document final. Il est question d'une frontière fondée sur les lignes du 4 juin, d'un traité israélo-libanais sans garantie syrienne explicite et de simples généralités sur les arrangements de sécurité. Lors de la rencontre de Chareh avec les négociateurs américains à New York, le 22 septembre 1999, le document en huit points lui est transmis. Le ministre syrien confirme que le document est acceptable pour son pays. Denis Ross lui explique que Barak a besoin de montrer à son opinion publique qu'il a assuré la possession israélienne du lac de Tibériade, donc qu'Israël doit conserver une bande de territoire sur le rivage. Chareh répond que les Syriens exigent la souveraineté sur les lignes du 4 juin, mais que la Syrie donnerait les assurances nécessaires en ce qui concerne les préoccupations israéliennes sur l'eau. Clinton soulève l'idée, suggérée au départ par Saguy, d'un parc touristique de la paix avec libre accès pour les Israéliens. Chareh se montre intéressé à condition que la souveraineté syrienne sur ce territoire ne soit pas remise en cause. Les Américains transmettent à Barak le contenu de l'entretien. Ce dernier inverse les données, marquant que le parc devrait être sous souveraineté israélienne et maintient l'exigence d'une présence israélienne limitée dans les stations d'alerte.

À son retour en Syrie, Chareh tombe gravement malade alors que la santé d'Assad se détériore. Les mécanismes de la prise de décision à Damas sont paralysés. Sous pression de Barak, impatient de conclure, Clinton adresse le 12 octobre une lettre à Assad soulignant que les différences de position entre Israël et la Syrie ne sont pas insurmontables et qu'il est temps de passer des discussions techniques aux négociations politiques. Mais, pour l'instant, il n'y a personne à Damas pour répondre. La réponse d'Assad arrive dans la seconde quinzaine de novembre. Elle n'est pas encourageante. Le président syrien exige qu'avant toute négociation, on accepte les lignes du 4 juin comme frontières. Barak n'est pas découragé et presse les États-Unis d'agir. Il voudrait même que Clinton se rende à Damas pour pousser la négociation (effet de choc).

Le 7 décembre 1999, Assad prend par surprise Albright et Ross en proposant de lui-même la reprise des négociations. Pour éviter de mentionner la question des lignes du 4 juin 1967, on s'en tient à la formule « là où elles s'étaient arrêtées » sans en définir le contenu. Le président syrien se montre particulièrement accommodant en acceptant d'élever le niveau de représentation de la délégation

syrienne, en en donnant la direction à son ministre des Affaires étrangères, Farouk al-Chareh, remis de ses ennuis de santé. Le 8 décembre, une déclaration de Bill Clinton annonce la reprise des négociations israélo-syriennes. En Israël, l'opinion publique est partagée. Comme il se doit, le Likoud, sous la direction d'Ariel Sharon, accuse Barak d'avoir déjà capitulé devant les exigences syriennes. Surtout, la coalition au pouvoir commence à se fissurer dès qu'il s'agit de prendre une décision fondamentale. Le 13 décembre, la Knesset n'approuve la reprise que par 47 voix contre 31 et 24 abstentions. Barak commence à faire machine arrière : alors qu'il a tout fait pour précipiter le mouvement, il pense maintenant qu'il lui faudra du temps pour préparer l'opinion publique à un retrait complet du Golan.

C'est donc un Premier ministre israélien en train de tergiverser qui se rend à Blair House. Il est considérablement gêné par un défaut majeur du système politique israélien, la fuite d'information. Il en résulte que Barak doit s'en tenir à un cercle très étroit de conseillers à la loyauté démontrée et qu'il n'est pas possible de faire préparer par des groupes d'experts des projets détaillés sortant du consensus minimum israélien, la paix plus une bonne part d'annexions. La moindre étude de ces questions redoutables serait immédiatement dans les journaux et provoquerait des affrontements politiques.

S'inspirant de la stratégie militaire de l'offensive, Barak compte sur une négociation intensive à huis clos et sans interruption jusqu'au résultat final. Or il y aura plus de deux semaines de coupure entre Blair House et la reprise des négociations. Alors qu'au début il voulait restreindre la part impartie aux Américains, maintenant il compte sur eux pour obtenir des concessions supplémentaires des Arabes. Après avoir pressé le mouvement pour obtenir un règlement à l'arraché, voilà qu'il se met à retarder le moment des échéances finales. Cela ne peut que déconcerter ses interlocuteurs américains à qui il explique qu'il n'a pas droit à l'erreur.

Il ne veut donc traiter que des aspects formels de la négociation et refuse d'aborder le fond du problème, les lignes du 4 juin 1967. Il n'est pas question d'un tête-à-tête avec Farouk al-Chareh. Or ce sont les deux demandes pressantes de la partie syrienne. Dans la réunion de Blair House, en présence d'Albright et de Ross, le ministre syrien reprend l'historique complet des négociations depuis Rabin, c'est-à-dire le fameux engagement de retour aux lignes du 4 juin. Barak s'en sort par une pirouette : son gouvernement n'a pas pris d'engagement, mais ne peut effacer l'histoire.

## Shepherdstown

La volonté de Barak d'éviter toute fuite a imposé le choix d'un lieu isolé à 120 km de Washington, Shepherdstown en Virginie. De plus, les Syriens ne veulent ni de Wye (identifié aux Palestiniens) ni de Camp David (souvenir de Sadate). La négociation à huis clos débute le 3 janvier 2000. Afin d'éviter une impasse, les Américains rédigent un projet (*draft*) de traité de paix entre Israël et la Syrie, présenté par Clinton, le 7 janvier 2000. Sur chaque point sont mises entre parenthèses les positions de divergence des parties et non les convergences. Après avoir étudié le document, la partie syrienne montre une certaine flexibilité en ce qui concerne les mesures de sécurité réciproque, le contrôle des ressources en eau. Mais Barak refuse de faire des ouvertures équivalentes. Les Américains s'inquiètent. Quand on aborde la question de la frontière, les Israéliens s'en tiennent au contenu juridique d'une frontière internationale sans vouloir en définir le tracé. Ils reprennent

leur interprétation de la résolution 242 qui autoriserait des annexions afin d'assurer la « sécurité » des nouvelles frontières. Pour les Syriens, sans retour aux lignes du 4 juin, il est vain d'aborder les autres questions.

Le Premier ministre israélien s'en tient à sa ligne de ne pas apparaître vouloir se précipiter dans un accord et de se montrer un défenseur acharné des intérêts israéliens. Il continue d'exiger la reprise des négociations avec le Liban. Toujours dans la peur d'avoir des fuites, les négociateurs israéliens n'ont pas le droit de conduire des échanges confidentiels et d'explorer des pistes de compromis. Seul Barak a la possibilité de modifier les positions et son équipe ignore même quelles sont ses intentions, d'où leur paralysie.

Le 11 janvier, les délégations se séparent. On annonce la reprise des discussions pour le 19 janvier. À son retour en Israël, Barak doit faire face à une manifestation de masse à Tel-Aviv contre le retrait du Golan, entre 150 000 à 500 000 participants. Les colons du Golan, qui sont de « gauche » se sont associés à ceux de Cisjordanie liés à la droite. Ce refus se veut « apolitique ».

Clinton accepte de se porter garant d'un retour israélien aux lignes du 4 juin. Il a l'intention de le dire à Assad par téléphone après le retour de Chareh à Damas. C'est la condition indispensable pour la poursuite de la négociation. En Israël, une fuite révèle, le 13 janvier, le contenu du projet américain, montrant au public l'importance des concessions syriennes et la fermeté de Barak en ce qui concerne le tracé de la frontière. Le négociateur syrien se trouve critiqué dans son propre pays. En dépit des assurances de Clinton, les Syriens durcissent leurs positions : il n'y aura de reprise des négociations israélo-syriennes qu'une fois la question de la démarcation de la frontière réglée. Signe inquiétant, la presse arabe annonce une vague d'arrestations en Syrie. Plus de 2000 personnes sont arrêtées en quelques jours. Dans les rues, les gens accusent Assad de vendre le territoire syrien pour assurer la succession en faveur de son fils Bachar.

Le dialogue israélo-syrien se poursuit par voie de déclarations publiques. Damas exige pour reprendre les négociations un engagement écrit de retour aux lignes du 4 juin. Barak répond que « nous annoncerons le tracé de la nouvelle frontière seulement après avoir eu des réponses sur les arrangements de sécurité ». Il faut déterminer une interprétation cartographique des lignes du 4 juin ; la question se complique du fait que la dernière décennie a été une période de sécheresse et qu'en conséquence la rive du lac de Tibériade a considérablement régressé vers l'ouest. Apparemment personne ne semble se poser la question de savoir quelle était la définition syrienne des lignes du 4 juin.

Barak peut se rendre compte que l'évacuation du Golan est loin d'être populaire chez ses compatriotes, mais avec raison il considère que le dossier syrien est plus facile à résoudre que le dossier palestinien qui engage la définition même de l'identité israélienne. De surcroît, il s'est engagé publiquement et à plusieurs reprises à évacuer le Liban-Sud où la guerre se poursuit. Paradoxalement, un retrait israélien unilatéral du Liban-Sud affaiblirait substantiellement la position de Damas.

### **Les rencontres de Genève**

Le 5 mars 2000, la fameuse carte des lignes du 4 juin 1967 est enfin prête. Elle part du fait qu'il n'y a pas de connaissance certaine des positions du 4 juin pour proposer une interprétation qui corresponde à la perspective israélienne : il n'y aura

pas d'accès syrien au lac de Tibériade, même la ligne des 10 mètres de la frontière internationale sera déplacée à 400-500 mètres pour la partie nord du lac. En revanche, la rétrocession sera équivalente en territoire de ce qui a été perdu en juin 1967, voire même un peu plus (101 %).

La rencontre fatidique de Genève commence à 10 h 30, le 26 mars 2000. Après les salutations protocolaires et les photos de presse, Clinton propose que la réunion soit limitée aux deux présidents, leurs ministres des Affaires étrangères et leurs deux traducteurs. Clinton annonce qu'il fera une présentation complète de ce que les Israéliens sont prêts à faire. Assad l'interrompt immédiatement pour lui poser la question du contenu territorial. Clinton commence donc par cette phrase : Barak est prêt à se retirer sur une frontière acceptée par les deux parties. Assad l'interrompt immédiatement : « Que voulez-vous dire par "acceptée par les deux parties" ? Est-ce la ligne du 4 juin ? » Ross présente la carte préparée avec Barak qui interdit tout accès aux Syriens au lac et au Jourdain. Contrairement aux attentes de Clinton et de Ross, le président syrien ne se montre pas intéressé à ouvrir ne serait-ce qu'un débat sur le contenu de la proposition. Il déclare immédiatement que pour lui l'affaire est terminée, les Israéliens ne veulent pas la paix. Clinton tente désespérément de sauver la situation. En quelques minutes, tout est joué mais on tente de sauver l'avenir. Assad affirme qu'il est toujours engagé pour la paix, mais pas cette paix. Il ne veut pas apparaître comme celui qui a fait échouer la paix. Il propose à Albright d'aborder l'autre sujet, l'avenir des relations américano-syriennes, mais la secrétaire d'État lui répond sèchement qu'il n'y aura pas de bonnes relations sans une paix avec Israël. Clinton affirme seulement « le monde jugera » (*the world will judge*).

Pour un homme de communication comme le président américain, il n'est pas question de prendre une responsabilité dans l'échec, d'autant plus qu'il a pris le comportement de Assad comme une attaque personnelle. Du côté syrien, on affirme que Clinton n'a rien proposé de nouveau à Genève... La balle se trouve du côté israélien qui n'a qu'à appliquer les résolutions internationales. Quant à Barak, l'échec syrien lui permet de conserver sa majorité chancelante.

L'échec de Genève est patent, mais personne n'est prêt à en accepter la responsabilité. Il repose bien sur une vision américaine de la négociation qui assimile le processus de paix à un différend commercial ou à un conflit du travail. Le médiateur travaille à rapprocher les positions en obtenant des parties qu'elles abandonnent leurs demandes initiales. Mais ce qui peut être négociable pour les parties arabes sont les conditions de sécurité (démilitarisation par exemple), mais non le contenu territorial. Même pour une différence en apparence modeste, il n'est pas question d'abandonner la référence aux lignes du 4 juin. C'est ce qu'avait exigé et obtenu Sadate, mais il avait devant lui un président américain et une administration qui n'étaient pas alignés totalement sur les positions du Premier ministre israélien. En ne prenant pas en compte les raisons de l'échec de Genève, Clinton et Barak se préparent à de graves déconvenues sur le dossier palestinien.

#### ACTIVITÉS DE LA CHAIRE

Durant l'année 2013-14, la chaire a organisé une journée d'hommage à Ghassan Tuani et une à Gilles Veinstein. Deux invités, M. Edhem Eldem de l'université du



Bosphore et M. Rogan du Saint Antony's Collège d'Oxford ont fait chacun une conférence<sup>b</sup>. Un séminaire mensuel de chercheurs a été organisé sur la Grande Guerre dans le monde musulman.

La coopération a été régulière avec les partenaires habituels : la Fondation Moulay Hicham, la Fondation Boghossian, l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient (IREMMO), Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (IISM), l'Académie diplomatique internationale.

M. Laurens est intervenu à l'université de Lyon II et à l'Inalco. Il a fait des conférences au Centre culturel de la municipalité de Boulogne-Billancourt, au salon du livre de Beyrouth, à l'abbaye de Fontevraud, au MuCEM à Marseille. Il a donné des enseignements à l'université Saint-Joseph de Beyrouth (novembre et avril) et à l'université de Chicago (avril-mai). Il a participé à un colloque de l'Académie des sciences morales et politiques sur la guerre, à un colloque de Paris IV sur la Syrie, à deux colloques à Beyrouth, l'un sur la mémoire de la guerre du Liban et l'autre sur la possibilité d'une réconciliation entre Turcs et Arméniens, et un à Prague sur les suites du Printemps arabe.

Il a participé à cinq jurys de thèse (3 EHESS, 1 Paris I, 1 IEP Paris).

#### PUBLICATIONS

LAURENS H. (éd.), *Ernest Renan : la science, la religion, la République*, Paris, Collège de France/Odile Jacob, 2013.

LAURENS H., « Présentation générale de l'œuvre de Renan », dans LAURENS H. (éd.), *Ernest Renan : la science, la religion, la République*, Paris, Collège de France/Odile Jacob, 2013, 9-27.

LAURENS H., « Judaïsme et communauté confessionnelle au Proche-Orient », dans MEDDEB A. et STORA B. (éd.), *Histoire des relations entre juifs et musulmans des origines à nos jours*, Paris, Albin Michel, 2013, 269-278.

#### ÉQUIPE DE RECHERCHE

##### **Chaymaa Hassabo, ATER**

Mes travaux de recherche à la chaire d'Histoire contemporaine du monde arabe ont porté sur plusieurs aspects du processus révolutionnaire égyptien initié le 25 janvier 2011. Je me suis focalisée sur la mise en récit analytique de l'histoire immédiate égyptienne depuis le début de la Révolution. J'ai procédé à un travail de documentation et d'établissement de chronologies sur les événements et j'ai pu faire connaître les premiers résultats de cette recherche à l'occasion de rencontres scientifiques internationales : communications à l'université de Chicago en collaboration avec Matthieu Rey dans le cadre de la conférence de la MEHAT en mai 2014 (permettant pour ainsi dire un travail de comparaison entre l'Égypte et la

b. Les conférences sont disponibles en audio sur le site internet du Collège de France : [http://www.college-de-france.fr/site/henry-laurens/\\_guestlecturer.htm](http://www.college-de-france.fr/site/henry-laurens/_guestlecturer.htm) [NdÉ].

Syrie autour du déroulement des processus révolutionnaire et institutionnel) et au Middle East Institute de l'université nationale de Singapour portant sur les trajectoires arabes révolutionnaires. J'ai pu également valoriser mes travaux antérieurs de recherche sur l'engagement politique des jeunes révolutionnaires et des différents types de protestation grâce à la participation à l'université euro-méditerranéenne portant sur « Art, culture et révolution » organisée par Jihane Sfeir à l'université libre de Bruxelles en août 2014 (communication sur l'usage des murs du Caire comme lieu d'écriture d'une histoire non officielle de la révolution). J'ai par ailleurs eu l'occasion d'intervenir à l'université d'Oslo dans le cadre d'un programme organisé par le professeur Inga Brandell (une communication portant sur mon travail doctoral traitant de la période 2002-2010 en Égypte et une autre sur les liens entre le « local » et le « global » dans la période révolutionnaire égyptienne).

Au cours de l'année universitaire, j'ai initié un projet de publication, en collaboration avec Matthieu Rey, autour d'entretiens avec le professeur Henry Laurens sur l'histoire immédiate et les révolutions arabes. D'autres projets de publications sont aussi en cours, valorisant mes enquêtes de terrain auprès des militants égyptiens. Ainsi, une collection de témoignages accompagnés d'une analyse critique doit faire l'objet d'un ouvrage publié prochainement. J'ai aussi produit une série d'articles : « Les Ultras égyptiens : du mythe à la banalisation de la participation à la Révolution », dans T. Busset, R. Besson et C. Jaccoud (éd.), *L'autre visage du supportérisme. Autorégulations, mobilisations collectives et mouvements sociaux*, Berne, Peter Lang, 2014 ; « Égypte, les illusions perdues des 'jeunes de la Révolution', *Orient*, XXI, 2014.

### **Chercheurs associés à la chaire**

#### *Matthieu Rey*

Après avoir consacré les premiers mois de l'année à l'achèvement des travaux de thèse, soutenue à la fin du mois d'octobre 2013, j'ai entamé la transformation du manuscrit en livre pour une publication en anglais. L'éditeur est encore à déterminer mais le travail a été largement avancé dans le cadre d'un *visiting research fellowship* de 6 mois au Middle East Institute de l'université nationale de Singapour. L'ouvrage comprend six chapitres : le premier reprend une mise en perspective théorique de la notion de représentation, puis les cinq autres le récit chronologique tel qu'il a été initié dans la thèse. En parallèle, j'ai eu l'occasion de publier de nouveaux chapitres (Routledge), articles (Afkar, Cahier de l'Ifpo) et entrées d'encyclopédie (pour la nouvelle édition de l'encyclopédie de l'Islam notamment). J'ai eu l'occasion de donner cinq conférences sur l'histoire de la Syrie et ses tourments contemporains.

#### *Manon-Nour Tannous*

Cette année a été largement consacrée à la rédaction de ma thèse de doctorat sur les relations franco-syriennes sous la présidence de Jacques Chirac (1995-2007), période charnière pour comprendre les enjeux des relations bilatérales et le manque de levier dont dispose la France pour influencer sur la crise actuelle. La soutenance est prévue au printemps prochain. En complément de ce travail, je suis intervenue dans des colloques académiques, en France et à l'étranger : sur les négociations de

Genève 2 (Paris), la politique française envers la Syrie depuis 2011 (Rome, dans le cadre du programme de recherche Wafaw) ou encore les mécanismes de reconstruction (Montréal, en partenariat avec le programme Ila Souria). J'ai également participé à l'organisation scientifique de deux colloques qui se sont tenus à l'hôtel de ville de Paris, le premier sur les pays du Conseil de coopération du Golfe, ouvert par Hubert Védrine, et le second sur les villes arabes, introduit par Elias Sanbar et Farouk Mardam Bey. Ces travaux de recherches ont enfin coïncidé avec des charges d'enseignement en tant qu'ATER dans les disciplines suivantes : droit constitutionnel, introduction au droit international et théorie des relations internationales.

